

"La mort de Harry Truman" dans Le Monde (28 décembre 1972)

Légende: Le 26 décembre 1972, le quotidien français Le Monde titre sur le décès de l'ancien président des États-Unis Harry S. Truman et retrace le parcours du fondateur de la "doctrine Truman" et de sa politique sans concession envers l'Union soviétique.

Source: Le Monde. dir. de publ. Fauvet, Jacques. 28.12.1972, n° 8 695. Paris: Le Monde. "La mort de Harry Truman", auteur:Fontaine, André , p. 1; 2.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_mort_de_harry_truman_dans_le_monde_28_decembre_1972-fr-cd2f3045-e55d-4d7d-bbbf-a424c983fce4.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

La mort de Harry Truman

Harry S. Truman, président des Etats-Unis de 1945 à 1953, est mort le mardi 26 décembre dans la matinée, à l'hôpital de Kansas City où il était hospitalisé depuis le 5 décembre pour une congestion pulmonaire. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Ses obsèques doivent avoir lieu le jeudi 28 décembre, qui sera une journée de deuil national. Les drapeaux de tous les immeubles fédéraux resteront en berne pendant un mois. M. et Mme Nixon, qui se sont inclinés mercredi devant la dépouille, n'assisteront pas aux obsèques.

C'est dans la cour de la Harry S. Truman Memorial Library, à Independence (Missouri), que l'ancien président sera inhumé. Seule la famille assistera à l'office religieux. Une messe sera célébrée dans la cathédrale de Washington en présence des représentants des pays étrangers.

Le capitaine de la guerre froide

Par André Fontaine

« Je n'ai jamais prétendu être un grand président des Etats-Unis, mais je me suis beaucoup amusé à essayer d'en devenir un. » Ce mot de Harry Truman traduit assez bien la personnalité de celui que l'Occident avait à sa tête à l'époque du plus grave défi que le monde communiste lui ait jamais présenté. Chez cet enfant du Missouri, tour à tour comptable, mercier, capitaine d'artillerie pendant la première guerre mondiale, puis agriculteur, qui avait franchi, depuis celui de juge, tous les échelons de la vie politique américaine avant d'être appelé par Roosevelt en 1944 à devenir son colistier pour la vice-présidence se trouvaient en effet réunis deux traits de caractère qui vont assez rarement de pair : la modestie et le goût de l'action. A bien des égards, c'était un joueur - il adorait le poker, - mais un joueur plus sérieux, plus conscient de ses terribles responsabilités vis-à-vis de son peuple et de l'humanité tout entière que ne le laissaient paraître son langage martial et son tranquille sourire.

Rien ne le prédisposait à ce rôle de premier plan dans la guerre froide. Mais c'était un démocrate, comme il en existe tant outre-Atlantique, d'autant plus convaincu de la valeur des institutions et de la civilisation qu'il lui revenait de défendre qu'il connaissait fort mal celles de l'assaillant. Pour lui, le mal était le totalitarisme, quelle que fût sa nature, brune ou rouge, et il entendait lui tenir tête sans forfanterie mais sans esprit de recul. Une phrase célèbre, dans laquelle il mettait sur le même plan les ambitions de « tyrans » comme Genghis Khan et Louis XIV, Napoléon et Staline, résume son credo.

Devenu en 1935, à l'âge de cinquante et un ans, sénateur de son Etat natal, Truman n'avait d'autre ambition que de garder ce siège qui lui était échu, presque par accident, à la suite d'intrigues compliquées au sein de la « machine » du parti démocrate. En avril 1945 encore, il déclarait à un groupe de journalistes qu'on s'était « moqué de lui » en l'élisant à la vice-présidence, son seul vœu étant de retrouver un jour son siège à la Haute Assemblée. Deux jours plus tard, Mrs. Roosevelt le faisait venir pour lui apprendre la mort subite de son mari. *« Depuis des semaines, écrit-il dans ses Mémoires, je vivais dans la crainte qu'un malheur n'arrivât à ce grand chef, mais au moment où la pire catastrophe se produisait je n'étais pas préparé à l'affronter. »*

Ce n'est pas seulement moralement que son impréparation était évidente. A cette époque, le vice-président, à part sa charge de speaker du Sénat, n'était qu'un héritier présomptif. Il n'était associé en aucune manière aux grandes décisions du gouvernement, ni même à l'élaboration de sa politique générale. Or Truman arrivait au pouvoir en un moment où se posaient pour l'homme qui allait s'asseoir dans le fauteuil présidentiel une série de choix de première importance. Deux mois et demi après Yalta, les relations entre les alliés de l'Est et de l'Ouest étaient extrêmement tendues, du fait de la manière très particulière dont Staline interprétait la « déclaration sur l'Europe libérée » adoptée à la conférence et l'accord conclu sur le sort de la Pologne.

Dans quelques semaines, le Reich allait capituler. Rien n'était vraiment décidé quant au traitement qu'allaient lui infliger ses vainqueurs. Encore quelques semaines, et un essai réussi dans le désert du Nouveau-Mexique mettrait à la disposition des Etats-Unis une arme qui rendrait d'un seul coup démodées

toutes celles qui, depuis des millénaires, avaient écrit l'histoire de l'humanité.

Truman avait peu d'attrance, nous l'avons dit, pour le système communiste. En 1941, il avait exprimé l'avis que, du Reich et de l'U.R.S.S., les Etats-Unis devraient aider celui qui serait en train de perdre la guerre, d'une manière à laisser « *se tuer le plus possible* » ces deux ennemis de la civilisation.

Le repli des troupes américaines

Peu de temps après son entrée à la Maison Blanche, il adressa à Staline, à propos de Trieste que les troupes de Tito faisaient mine d'annexer et de l'Autriche où il avait reconnu un gouvernement provisoire sans consulter personne, des messages personnels qui prenaient l'allure de véritables mises en demeure et qui, d'ailleurs, furent suivis d'effet. A cette époque cependant, il voulait éviter la rupture avec l'allié russe. Il était persuadé, comme la plupart des chefs de l'armée, que son concours était indispensable pour venir à bout, une fois l'Allemagne par terre, de l'impérialisme japonais. Il envoya donc à Moscou Harry Hopkins, l'éminence grise de Roosevelt, pour y conclure avec Staline un arrangement des plus boiteux sur la Pologne. Il résista aux demandes de Churchill, qui voulait ajourner « *jusqu'à ce qu'on ait bien vu où on en était avec la Russie* » le repli des troupes américaines sur la ligne arrêtée précédemment entre les diplomates alliés et qui, aujourd'hui encore, sépare les deux moitiés de l'Allemagne et de l'Europe.

Truman fit ses débuts dans la diplomatie à Potsdam en juillet 1945, ne dédaignant pas à cette occasion de jouer du piano devant Staline, grand amateur de Chopin. Les conversations furent souvent difficiles, bien qu'on s'entendit sur un grand nombre de points, et en particulier sur l'administration quadripartite de l'Allemagne. Mais Truman fut fort vexé du rejet sans phrase, par le dictateur, d'une idée qui lui tenait beaucoup à cœur : celle de l'internationalisation des grandes voies d'eau mondiales, du Danube au canal de Panama. Il dit à Bob Murphy qu'il était bien décidé à ne plus jamais discuter avec lui. Et six mois plus tard, il écrivait à son secrétaire d'Etat, James Byrnes : « Je suis fatigué de dorloter les Soviétiques. Si on ne traite pas la Russie avec une main de fer et de façon vigoureuse, une autre guerre se prépare. Ils ne comprennent qu'un langage : combien avez-vous de divisions ? »

La nation la plus puissante de toute l'histoire...

Entre-temps, la bombe atomique avait transformé la scène mondiale. Contre l'avis de divers physiciens, en tête desquels le prix Nobel James Franck, Truman, que poussaient Stimson, alors ministre de la guerre, et la plupart des chefs de l'armée, n'avait pas hésité une seconde à l'employer contre le Japon. Au soir d'Hiroshima, Truman exprima son orgueil : « *Nous pouvons nous dire, s'écria-t-il, que nous sortons de cette guerre la nation la plus puissante du monde, la nation la plus puissante de l'Histoire !* »

Son attitude vis-à-vis de l'URSS s'en trouva dans l'instant modifiée. Il avait eu besoin d'elle pour venir à bout du Japon ; elle devenait un créancier encombrant dont il allait s'efforcer désormais de réduire au maximum les prétentions. Elle disposait d'une puissance militaire telle que pour les conseillers militaires de Roosevelt, qui redoutaient de voir l'armée rouge déferler jusqu'au Rhin, elle devait dominer nécessairement l'Europe, ce qui impliquait qu'on cherchât à s'entendre dans toute la mesure du possible avec elle. Mais que signifiaient dorénavant ces millions de combattants hors pair dès lors que l'on possédait les quelques bombes qui permettraient de mettre leur gouvernement à genoux ? Truman ne fut à aucun moment tenté de suivre les conseils de ceux qui l'invitaient à utiliser le monopole atomique américain pour obliger les Russes à se replier à l'intérieur de leurs frontières. Mais ce monopole lui fournit le « parapluie » à l'ombre duquel il pratiqua - sans trop de risques - une politique de résistance déterminée à l'avance du communisme au-delà du « rideau de fer ».

Le 15 août, dès la fin de la guerre avec le Japon, le président invita toutes les autorités responsables à prendre les mesures nécessaires pour empêcher la diffusion de renseignements concernant la bombe atomique. Quelques semaines plus tard, pourtant, il se déclara prêt, avec les premiers ministres britannique et canadien, Attlee et Mackenzie King, « *à communiquer aux autres membres des Nations unies et sur la base de la réciprocité des renseignements détaillés concernant l'application pratique de l'énergie atomique à l'industrie* », mais seulement « *dès qu'il serait possible de trouver des moyens de protection efficaces et*

effectifs contre son utilisation à des fins destructrices ». Or on lit dans le même document qu'« *aucun système de garanties ne serait en mesure de fournir par lui-même une protection efficace contre la production d'armes atomiques par une nation décidée à commettre une agression* ». Maladresse sans doute involontaire, mais qui montrait clairement que la « *communication de ces renseignements* » était une simple clause de style.

Du plan Baruch à la loi Mac-Mahon

Certes Truman devait, avec le plan Baruch, lancer en 1946 une idée de nature à frapper les imaginations. Pour la première fois dans l'histoire, un gouvernement suggérait que la possession d'une source essentielle de la puissance industrielle et militaire échappe à la souveraineté des nations. Il ne s'agissait de rien de moins en effet que de remettre à un organisme international, l'Autorité pour le développement atomique, la propriété des mines d'uranium de thorium, celle du minerai et la direction des usines de transformation, qui seraient réparties de manière équitable sur toute la surface de la Terre. Mais c'était trop demander aux Russes que de supposer qu'ils accepteraient ce transfert de souveraineté et les contrôles qu'il impliquait, alors que les Etats-Unis, de par la composition de l'O.N.U., y disposaient de la « *majorité automatique* ». Le rejet de cette proposition était inévitable.

Dès qu'il fut acquis, le président signait la loi Mac-Mahon, encore en vigueur aujourd'hui, qui confie le contrôle de l'énergie atomique sur le territoire des Etats-Unis à une commission civile et interdit, sous peine de mort, la communication des secrets atomiques à une puissance étrangère. C'est en vertu de cette législation qu'en 1953 furent envoyés sur la chaise électrique un petit ingénieur communiste de New-York, Julien Rosenberg, et sa femme, Ethel, accusés par le frère de celle-ci, David Greenglass, d'avoir livré - avant sa promulgation - de tels secrets à l'U.R.S.S., alors alliée des Etats-Unis.

La première puissance à mesurer les effets du secret américain fut la Grande-Bretagne. Pendant toute la durée de la guerre elle avait participé, de même que le Canada, aux recherches atomiques américaines. En novembre 1945, Attlee avait signé avec Truman et Mackenzie King un court mémorandum exprimant leur intention de poursuivre une « *pleine et entière coopération* » dans le domaine de l'énergie nucléaire et de maintenir les organismes mixtes existants, quitte à en modifier la forme. La loi Mac-Mahon, brutalement, mettait fin à cette collaboration confiante. Elle contraignait le gouvernement Attlee à mettre en chantier à très grands frais une arme nucléaire nationale, sans pour autant songer une seconde à remettre en cause son alliance privilégiée. Cela lui valut, pour faire face aux graves menaces qui pesaient sur l'économie britannique, d'obtenir un prêt de 3 750 millions de dollars à 2 % d'intérêt, à un moment où Truman non seulement ignorait les demandes de crédit soviétiques, mais encore réclamait, en vain d'ailleurs, le remboursement du « prêt-bail » consenti à l'U.R.S.S. pendant la guerre. C'est à M. Nixon, on le sait, qu'il devait revenir de régler enfin cette question.

Cette aide massive n'était cependant pas suffisante pour permettre au Royaume-Uni de contenir seul la pression soviétique, qui s'exerçait alors contre l'Iran, la Turquie et la Grèce. En décidant de prendre la relève des Anglais dans ces secteurs traditionnels de leur influence, Truman jeta la première pierre de la politique qui allait bientôt faire des Etats-Unis, partout dans le monde, le protecteur des systèmes « bourgeois » menacés par le défi communiste. Bien qu'il n'eût pas les mêmes motivations, l'appui décisif donné par le président à la création de l'Etat d'Israël devait aller dans le même sens.

« Doctrine Truman » et plan Marshall

Dès mars 1946, Truman mit en demeure l'U.R.S.S. de retirer ses troupes de l'Azerbaïdjan iranien, qu'elles continuaient d'occuper au mépris des accords de Potsdam et où elle avait installé un gouvernement séparatiste doué de tous les attributs de la démocratie populaire ; il gagna la partie, avec le concours du rusé Ghavam Es Sultaneh, premier ministre du chah à l'époque, et l'un des rares hommes au monde qui puissent se vanter d'avoir roulé Staline. Au mois d'août de cette même année 1946, le président Truman fit savoir au Kremlin, qui avait invité Ankara à mettre en commun la défense des Détroits, que cette charge devait incomber principalement à la Turquie, et que si cette région devenait l'objet d'une attaque les Etats-Unis y verraient une menace à la sécurité internationale. La présence d'une escadre américaine dans les eaux du

Bosphore attestait le sérieux de sa résolution, devant laquelle Staline, là aussi, plia.

Enfin, lorsqu'en février 1947 Attlee prévint Washington qu'il se voyait dans l'obligation de retirer les troupes qui soutenaient le gouvernement royal grec contre les partisans communistes maîtres de tout le nord du pays, le successeur de Roosevelt n'hésita pas une seconde. « *Le moment était venu*, écrit-il dans ses Mémoires, *de ranger les Etats-Unis d'Amérique dans le camp et à la tête du monde libre.* » Le 11 mars, il présentait au Congrès ce qu'on a appelé depuis la doctrine Truman. Opposant les deux systèmes qui se disputaient le monde, « *celui qui repose sur la volonté de la majorité et les institutions libres* » et celui qui s'appuie « *sur la terreur, l'agression, la suppression des libertés* », il obtint, en précisant bien qu'il ne s'agissait que d'un commencement, une autorisation de crédits de 250 millions de dollars pour la Grèce, de 150 pour la Turquie. Deux ans plus tard les partisans grecs cessaient le combat ; autant que l'action énergique du général Van Fleet, à vrai dire, les remous causés au sein du camp communiste par la rupture entre Tito et Staline avaient conduit celui-ci à donner l'ordre de cesser le feu.

Dès 1944, Walter Lippmann avait prédit que les vainqueurs de l'Allemagne, s'ils n'arrivaient pas à maintenir leur union après guerre, en viendraient vite à se disputer ses faveurs. C'était chose faite à l'été 1946. Molotov, en juillet, s'était opposé au détachement de la Ruhr, à la limitation de la production industrielle et à un fédéralisme imposé. Prétexte suffisant pour que le secrétaire d'Etat James Byrnes, dans son discours de Stuttgart du 6 septembre, annonçât que le moment était venu de donner au peuple allemand « *la responsabilité de ses propres affaires* ». En mars de l'année suivante, la conférence de Moscou montrait l'impossibilité de s'entendre entre les Occidentaux, auxquels la France, renonçant à ses idées de « *troisième force* », décidait de se rallier, et le bloc soviétique.

Truman, qui venait de proclamer sa « doctrine » sur la Grèce et la Turquie, se trouvait l'objet, écrit-il, d'un « *flot intarissable d'appels à l'aide* », et il avait la conviction qu'il n'y avait « *pas une minute à perdre pour trouver le moyen de relever l'Europe* ». Le 5 juin le général Marshall, depuis quelques mois secrétaire d'Etat, prononçait à l'université Harvard le discours dans lequel il lançait le plan d'assistance à l'Europe qui devait immortaliser son nom. Bientôt des négociations s'ouvraient à Paris ; la venue des Soviétiques parut autoriser certains espoirs. Mais le 2 juillet Molotov rompait les pourparlers, déclarant que les pays européens « *placés sous contrôle* » perdraient, pour satisfaire « *les besoins et les désirs de certaines puissances* », leur indépendance économique et nationale. L'Europe se coupait en deux. Dès lors, tandis que le Kominform dénonçait les tentatives de l'impérialisme américain pour établir sa « *domination mondiale* », Truman franchissait tous les pas qui allaient mener son pays de son isolationnisme traditionnel à la direction du monde occidental. C'était bientôt la conclusion du traité de Bruxelles, dirigé non plus comme l'alliance précédente « *contre l'Allemagne* », mais à la suggestion de Washington « *contre toute agression* », et les premiers efforts d'unification européenne ouvertement patronnés par les Etats-Unis. Le Kremlin réagissait à la réforme monétaire dans les zones occidentales d'Allemagne par le blocus de Berlin. Truman, non sans hésitations, se prononçait en faveur du pont aérien qui allait sauver la ville après avoir écarté les suggestions de ceux qui voulaient en forcer l'accès *manu militari*. Au printemps 1949, Staline devait reconnaître qu'il avait perdu la partie. Mais la levée du blocus intervint trop tard pour empêcher la conclusion, le 4 avril, du pacte atlantique. Et le déclenchement des hostilités en Corée l'année suivante devait porter la guerre froide à son comble.

Truman, dans ses tentatives pour appliquer à l'Asie la théorie de l'endiguement, formulée en 1947 par le diplomate américain George Kennan, avait connu un grave échec. La mission de médiation du général Marshall, en Chine, entre Mao Tse-toung et Tchiang Kai-chek n'avait, pas plus que l'aide énorme donnée à l'armée nationaliste, réussi à empêcher le triomphe définitif des communistes à Pékin, en 1949. Les démocrates devaient payer cher au moment de la campagne électorale de 1952 la « *perte de la Chine* ».

Lorsque, le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes franchirent le 38^e parallèle on s'interrogea sur ce qu'allait faire Truman. Le secrétaire d'Etat de l'époque, Dean Acheson, avait au mois de janvier ouvertement écarté la Corée de la liste des Etats militairement garantis par les Etats-Unis, qui en avaient d'ailleurs retiré quelques mois plus tôt les troupes d'occupation maintenues depuis la capitulation du Japon. Cependant, sans perdre une minute, le président, après avoir réuni ses principaux collaborateurs, se trouva d'accord avec le général Bradley, président du comité des chefs d'état-major, pour estimer « *qu'il y avait des limites et qu'on*

y était arrivé ». C'est ainsi que dès le 29 juin deux divisions américaines basées au Japon étaient engagées en Corée. En octobre, elles franchissaient à leur tour le 38^e parallèle, provoquant l'intervention de volontaires chinois. Que fallait-il alors faire ? Le commandant en chef des Nations unies, Mac Arthur, préconisait le bombardement de la Mandchourie. Les alliés européens des Etats-Unis, l'Angleterre unanime en tête, demandaient qu'on n'en fit rien, tandis qu'en France le général de Gaulle était à peu près seul à préconiser la fermeté.

Mac Arthur, personnalité particulièrement remuante, prenait sur lui de préconiser publiquement l'extension des hostilités. Truman, qui cherchait le retour à la paix sur la base du *statu quo*, finit par se décider à fendre l'oreille à son bouillant proconsul.

Celui-ci reçut à son retour en Amérique un accueil sans précédent de la part de millions de personnes qui acclamaient en lui le pur héros, sacrifié à la lâcheté des politiciens. Lorsque Washington à son tour fêta le général déchu, Truman, pour bien manifester son calme, alla tout seul au cinéma. Mais Mac Arthur se heurta, au cours des débats de la commission d'enquête, constituée par le Congrès pour apprécier les motifs de sa destitution, à la plupart des chefs de l'armée américaine. Et l'excitation retomba, tandis qu'au mois de juillet, à la suite d'un appel du pied de Moscou, des conversations d'armistice s'engageaient sur l'ancienne ligne de démarcation.

La bombe H et le réarmement allemand

La guerre de Corée, les actions armées déclenchées par les communistes aux Philippines, en Malaisie, en Indonésie, l'agressivité accrue du Vietminh en Indochine, la rupture du Kominform avec Tito, les procès intentés dans toutes les démocraties populaires à des militants au passé irréprochable, avaient créé outre-Atlantique et aussi d'ailleurs en Europe la crainte d'une agression soviétique. Et l'U.R.S.S. avait expérimenté avec succès sa première bombe atomique. C'est dans cette perspective que Truman et ses collaborateurs décidèrent la fabrication de la bombe à hydrogène, dont le premier essai eut lieu à Eniwetok, le 1^{er} novembre 1952, et qu'ils battirent le rappel de tous les alliés possibles. S'il fallut attendre le retour des républicains au pouvoir pour qu'un accord militaire fût conclu avec l'Espagne, dès novembre 1950, l'O.N.U. avait abrogé les mesures de boycottage prises en 1946 contre le régime de Madrid pour lui faire payer ses origines et la sympathie qu'au début de la guerre au moins il avait montrée pour la cause de l'Axe.

Un accord de fourniture d'armes fut conclu avec la Yougoslavie titiste ; les Grecs et les Turcs, au mépris de la géographie, furent admis dans le pacte Atlantique ; on proposa à l'Egypte, qui refusa d'ailleurs aussi longtemps que les troupes anglaises n'auraient pas évacué son territoire, de devenir membre d'un commandement du Moyen-Orient. Une aide importante fut accordée à la France en Indochine. Un pacte défensif fut conclu avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande et une paix séparée signée avec le Japon, le 8 septembre 1951, malgré les protestations de l'U.R.S.S. En octobre 1952, le gouvernement de Tokyo, qui avait accepté, à la requête de Mac Arthur, d'inscrire dans la Constitution un vœu de neutralité et de désarmement perpétuels se donnait, sur la demande expresse de Washington, une nouvelle armée, baptisée pour sauver les apparences « corps de sécurité nationale ».

Mais ce qui intéressait le plus les Américains, c'était la levée de contingents allemands. Truman et ses ministres déclenchèrent dès septembre 1950 une offensive dans ce sens, mais les hésitations françaises et le projet de Communauté européenne de défense devaient en retarder la réalisation jusqu'au printemps 1955. A cette époque Staline était mort et le président Truman avait pris sa retraite.

Revenu chez lui à Independence, Harry Truman y mena une vie paisible entre sa femme et sa fille, mariée à un journaliste. Sec et droit, malgré son grand âge, l'œil vif derrière ses lunettes, toujours souriant et souvent mordant, il avait pris fait et cause dans les diverses campagnes électorales pour les candidats démocrates, de Stevenson à Humphrey, en passant par Kennedy. De temps à autre, un propos tranchant manifestait que son hostilité au communisme n'avait en rien désarmé. Il était sans doute trop âgé et avait vécu personnellement des expériences trop concluantes pour comprendre le fantastique changement qui, après la mort de Staline, dont le règne prit fin deux mois après le sien, avait commencé de marquer le monde communiste. Mais il est douteux que sans sa volonté de tenir bon, sans le soutien qu'il sut donner dès la première minute à la cause

de l'unification européenne, ces changements se seraient produits...

ANDRÉ FONTAINE